

Podemos, la politique en mouvement

Alberto Amo
Alberto Mínguez

Traduit de l'espagnol par
Julie Beligot

La Dispute

« Les jeunes sortirent dans la rue et immédiatement tous les partis vieillirent. »

El Roto, *El País*, 18 mai 2011.

Introduction

«La crise consiste justement dans le fait que l'ancien meurt et que le nouveau ne peut pas naître: pendant cet interrègne, on observe les phénomènes morbides les plus variés.»

Antonio Gramsci, *Guerre de mouvement et guerre de position*, textes choisis et présentés par Razmig Keucheyan, La Fabrique, Paris, 2011, p. 38.

Dans *La Mauvaise Éducation*, Pedro Almodóvar raconte l'histoire d'une femme qui se jette dans la fosse aux crocodiles d'un zoo de Taïwan. Alors que les crocodiles la dévorent, la femme embrasse l'un d'eux, sans émettre un seul gémissement. Pour beaucoup d'Européens, le vieux continent ressemble à ce personnage imaginé par le cinéaste espagnol, embrassant les crocodiles financiers qui le dépècent. La crise économique qui a éclaté en 2008 s'est transformée en crise sociale et politique, jetant dans le chômage et la pauvreté des millions de travailleurs, tandis qu'un gouffre se creuse entre les

Podemos, la politique en mouvement

citoyens et la classe politique. Cependant, contrairement à la femme de cette histoire, les Européens ont à présent commencé à crier.

Dans un climat général d'effondrement de la social-démocratie, ces cris prennent des formes très différentes selon le contexte où ils se font entendre. Dans certains pays du nord et du centre de l'Europe, les forces d'extrême droite, eurosceptiques et xénophobes, canalisent la colère et la frustration citoyennes. Devant cette montée, la gauche traditionnelle se trouve paralysée; elle enregistre durant la crise des défaites électorales cuisantes.

Mais dans d'autres pays – notamment ceux où la crise a frappé avec le plus de force, où ses morsures ont été les plus féroces et douloureuses, et où les conditions sociales étaient déjà difficiles auparavant –, ces cris se manifestent de façon bien différente. La population est sortie dans les rues et, de là, elle a commencé à mettre en place et à soutenir avec force de nouveaux projets électoraux de gauche. Tel est le cas de Syriza en Grèce ou de Podemos en Espagne. Ces mouvements ont pris des formes spécifiques suivant les conditions historiques et sociales locales. En Grèce, la coalition Syriza est née en 2004 et elle a progressivement adopté une structure similaire à celle des partis de gauche traditionnels, alors qu'en Espagne, le parti Podemos, fondé en janvier 2014, est en train de révolutionner les modes de bataille électorale à gauche. En mettant en œuvre des méthodes inédites, essentiellement basées sur la participation citoyenne et sur une forte stratégie discursive, et en renonçant à une série de dogmes des vieux partis de gauche, Podemos est devenu une passionnante expérience politique.

En moins de deux ans d'existence, Podemos, avec des militants actifs au sein de plus de mille cercles en Espagne et dans le monde entier, a multiplié de manière exponentielle ses soutiens électoraux. En mai 2014, quatre mois seulement après sa création, il a obtenu

1 250 000 voix (8 %) aux élections européennes. Aux régionales de la mi-2015, Podemos a doublé ce score avec 2 770 000 voix (13 %). Les élections municipales de mai 2015 ont vu les plates-formes citoyennes soutenues par Podemos parvenir au pouvoir dans des villes aussi importantes que Madrid, Barcelone, Saragosse ou Cadix. Enfin, lors des élections législatives de décembre 2015, le parti a réalisé une extraordinaire percée avec 5 200 000 voix, soit 21 % du total, seulement 1,3 point derrière le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE). Six mois plus tard, au sein d'une large coalition de gauche, Podemos a consolidé ces soutiens lors des élections législatives de juin 2016. Avec ses 71 sièges sur un total de 350 au Parlement, il a fait voler en éclats le bipartisme en Espagne qui, depuis 1982, maintenait l'alternance du Parti populaire et du Parti socialiste au pouvoir.

Comment expliquer la fulgurante ascension de ce parti ? Comment cette expérience peut-elle résonner dans le contexte français ? Avec ce livre, nous souhaitons mettre en lumière la genèse de Podemos dans le contexte social, politique et économique espagnol, son mode de fonctionnement original, et sa stratégie de communication, qui est parvenue à obtenir une adhésion massive. Le surgissement de Podemos s'explique également par l'émergence d'une nouvelle façon de comprendre l'histoire espagnole récente : une lecture alternative par rapport aux récits historiques traditionnels. Ce livre retrace également les jalons de cette lecture critique.

Dans le premier chapitre, nous décrivons le contexte dans lequel naît Podemos. L'émergence de ce parti est une conséquence directe de la crise économique mondiale, de la crise politique européenne, et de la crise sociale espagnole, mais c'est aussi le fruit de toute une histoire de mouvements sociaux qui se sont multipliés en Espagne ces dernières années, et qui ont connu leur apogée avec la prise des places espagnoles par les « indignés » en mai 2011. Cet événement marque un avant et

Podemos, la politique en mouvement

un après dans la relation entre la population et la politique en Espagne, et pose les bases nécessaires à une remise en cause du modèle politique établi en Espagne depuis la mort de Franco.

Dans le deuxième chapitre, nous montrons comment Podemos est aussi le résultat de la lecture, proposée par un groupe d'universitaires, de cette conjoncture sociopolitique. Ce petit groupe d'enseignants-chercheurs politologues crée, en 2010, une émission politique télévisée, enregistrée avec les moyens du bord, dans un garage insonorisé par des boîtes à œufs, puis diffusée sur internet, dans l'objectif de disputer aux grands médias l'hégémonie du discours politique.

Le troisième chapitre relate la façon dont, sans le moindre financement, ils ont créé un parti qui, à peine quelques mois plus tard, sera à même de mettre en échec les partis traditionnels, de droite comme de gauche. Les indignés de la Puerta del Sol ont placé le citoyen au centre de l'action politique, contestant le dogme jusque-là dominant qui réservait celle-ci aux « experts », seuls capables de gérer les intérêts complexes du pays dans un contexte de crise interminable. Mais la naissance de Podemos introduit en outre un double retournement dans l'imaginaire sociopolitique espagnol. En premier lieu, une rupture avec les approches déjà éprouvées des partis d'extrême gauche traditionnels, qui s'étaient jusque-là contentés d'apporter un soutien ponctuel aux gouvernements du Parti socialiste : fondé sur la participation citoyenne et inventant un langage neuf, Podemos quant à lui est né avec la volonté affirmée de remporter les élections. En deuxième lieu, Podemos a démontré sa capacité à canaliser électoralement l'énergie des mobilisations citoyennes massives qui ont secoué l'Espagne ces dernières années, tout particulièrement le mouvement d'occupation des places qui débute le 15 mai 2011.

Le quatrième chapitre s'attache à décrire l'organisation de Podemos, comment se déroule la prise de décisions et comment le parti a développé de nouveaux outils

en ligne afin d'encourager la participation citoyenne. Nous abordons également le thème du financement du parti, question clé pour comprendre son indépendance : Podemos a renoncé aux prêts bancaires et, pendant ses deux premières années d'existence, s'est financé quasi exclusivement par des contributions citoyennes.

Le cinquième chapitre est un récit des événements de 2015 : les attaques auxquelles Podemos a dû faire face de la part des autres partis et des pouvoirs économiques, et la manière dont la stratégie du parti s'est adaptée au fil des circonstances, sans pour autant perdre de vue son objectif, à savoir la victoire électorale.

Le dernier chapitre détaille le programme électoral et la stratégie adoptée par Podemos lors de la campagne des législatives de décembre 2015, dont le succès a permis l'entrée en force des députés de Podemos au Parlement national.

En épilogue, nous évoquerons les défis qu'affronte Podemos après son entrée fracassante dans le paysage politique et institutionnel espagnol.

Ce livre n'a pas été écrit par des sociologues, des politologues ou des journalistes. Il a été écrit par des citoyens qui ont suivi et vécu le mouvement des indignés sur les places espagnoles en 2011 et, ultérieurement, la naissance et le développement de Podemos à travers le cercle Podemos de Paris. Ce livre n'est pas non plus un simple écrit documentaire. À l'aune de nos expériences politiques en Espagne et en France, nous avons surtout cherché à faire la synthèse, pour un lectorat français, de l'énorme quantité d'informations qui existe en Espagne sur le phénomène Podemos.

L'écriture de ce texte a été pour ses auteurs un processus d'apprentissage, similaire à celui de nombreux citoyens espagnols qui ont découvert ces dernières années les mouvements sociaux et la lutte dans la rue. À travers ce processus d'apprentissage, nous sommes tous devenus des acteurs politiques. Ainsi, ce livre ne nous a

Podemos, la politique en mouvement

pas seulement permis de nous approprier des concepts pour penser le monde qui nous entoure, mais aussi de comprendre certaines des contradictions inhérentes à toute organisation politique, à tout processus de changement social. Les pages qui suivent reflètent aussi cette expérience.

Podemos n'est pas un parti exportable tel quel en France. Mais nous espérons qu'une meilleure compréhension de la nouvelle gauche espagnole – de ses propositions, de son fonctionnement interne, de sa stratégie discursive – inspirera de nouvelles conceptions du combat politique de ce côté-ci des Pyrénées.

Chapitre premier

Le mouvement du 15-Mai

« Nous venons de camper à la Puerta del Sol de Madrid, nous ne partirons pas tant que nous ne serons pas arrivés à un accord. »

Tweet de @Acampadasol, 18h55, 15 mai 2011.

Le 15 mai 2011, après une longue journée de manifestations dans tout le pays, une quarantaine de personnes décident de camper à la Puerta del Sol, place emblématique de Madrid. Ce geste improvisé inaugure la plus grande convulsion sociale de l'histoire récente de l'Espagne : le mouvement du 15-Mai (« *movimiento 15-M* » en espagnol) [1].

Les manifestations, rassemblées derrière le slogan « Nous ne sommes pas des marchandises dans les mains des hommes politiques et des banquiers », ont été convoquées par Democracia Real Ya (« Démocratie réelle maintenant »), une nouvelle plate-forme citoyenne. En marge des partis politiques et des syndicats, des centaines de milliers de personnes investissent les rues

Podemos, la politique en mouvement

de toute l'Espagne pour exiger un véritable changement dans un pays dévasté par la crise. La perspective des élections municipales et régionales de la semaine suivante ne laisse entrevoir qu'un horizon bouché. Car, une fois de plus, il s'agit de choisir entre les deux seules options : le Parti populaire (PP, la droite conservatrice) ou le Parti socialiste (PSOE), qui, sous la houlette de José Luis Rodríguez Zapatero, gouverne le pays depuis le début de la crise. Du fait du mode de scrutin espagnol, aucune autre formation ne peut prétendre briser l'hégémonie de ces deux partis. Le « PPSOE », acronyme que l'on commence à utiliser à cette époque, se partage le pouvoir quasiment depuis la mort de Franco. Aux yeux des manifestants, les politiques gouvernementales, menées par l'un ou l'autre parti, favorisent toujours les intérêts des banques et du grand capital, et négligent les citoyens, très affectés par des problèmes concrets comme le chômage, la précarité ou les expulsions. Parallèlement, pour de nombreux jeunes Espagnols, se dessine un scénario de *No Future* irréversible. En écho à ce ras-le-bol général, une pancarte de la manifestation proclame : « Ni face A ni face B : nous voulons changer de disque ! »

La nuit du 16 mai est un moment clé. À l'aube, la police anti-émeute commence à disperser les quelque cent personnes qui dorment sur la place. Les campeurs, calmement assis, lèvent les mains et déclarent : « Voici nos armes ! » L'indignation face à la violence de l'évacuation, filmée au moyen de téléphones portables [2], se propage sur les réseaux sociaux et, la nuit suivante, une foule importante décide de camper à la Puerta del Sol, mais aussi sur les places de plus de deux cents villes espagnoles. En dehors de l'Espagne, on voit s'organiser des manifestations de soutien à Paris, Berlin ou Londres.

Le matin du mercredi 18 mai, le campement a déjà pris une forme fascinante et complexe. Avec ses cartons et ses bâches pour se protéger du soleil et de la pluie, la place prend un air de médina arabe – la médina Sol – traversée par un dédale de ruelles et de passages. Les

tâches relatives à l'organisation du campement sont prises en charge par plusieurs commissions¹ : alimentation, communication, propreté, infrastructures, extension, affaires légales, coordination, etc. Deux cents avocats collaborent bénévolement à la commission légale, et une vingtaine de professionnels de la médecine apportent leur aide à l'infirmierie. Au centre de la place se trouve un canapé « pour les plus de 50 ans », et quelques espaces de garderie sont également organisés. Malgré les tentatives de quelques médias pour criminaliser ou ridiculiser le mouvement en le traitant d'« anti-système », près de 80 % de la population espagnole approuve ses revendications [3], parmi lesquelles l'instauration d'une démocratie réelle et participative, qui place les citoyens au centre du processus de prise de décisions. Comme le proclame une pancarte : « Ce n'est pas nous qui sommes anti-système, c'est le système qui est anti-nous. » Les voisins apportent de l'eau, des *tortillas*, des fruits, de la crème solaire et des couvertures pour les campeurs, et un cuisinier au chômage prépare une paella géante au centre de la place. On plante même un jardin potager : « Avec cette chaleur, si nous restons un mois, nous aurons des concombres, des tomates et des poivrons pour préparer un grand *gazpacho* bio ! » L'émotion gagne la ville à tel point que la commission pour l'alimentation est obligée de lancer un appel pour que les voisins arrêtent d'apporter de la nourriture (les campeurs reçoivent même des pizzas commandées et payées depuis les Asturies!).

À la Puerta del Sol ne dorment que quelques centaines de personnes, mais, en soirée et le week-end, la place se remplit de monde : familles avec enfants, groupes d'amis, simples curieux s'approchent pour voir et pour

1. Voir l'ouvrage collectif *Las Voces del 15-M*, Los Libros del Lince, Barcelone, 2011. Ce livre sur le 15-M est paru en juin 2011 (un mois après le début des campements) et témoigne de l'enthousiasme et de la fraîcheur qu'on ressent sur les places.

Podemos, la politique en mouvement

vivre ce qui est en train d'arriver, pour déchiffrer les slogans pleins d'imagination qui fleurissent sur la place, pour participer aux assemblées qui se multiplient et qui se prolongent jusqu'au petit matin. On discute politique, économie, système électoral, féminisme, immigration, écologie, travail, éducation, antimilitarisme, pays du Sud. Mais, par-dessus tout, on écoute. Les assemblées s'organisent de manière totalement horizontale. Un modérateur est désigné pour chacune d'elles, et les participants choisissent l'ordre du jour. Presque toutes sont traduites simultanément en langue des signes, et tendent un micro à une multitude de gens, des adolescents aux personnes âgées, qui, pour la première fois de leur vie, expriment leurs opinions en public. De certaines de ces assemblées sortent des propositions politiques concrètes, comme la réforme du système électoral, la révocabilité des mandats politiques, ou encore la convocation de référendums contraignants sur les décisions économiques les plus importantes. Très rapidement un débat éclate entre partisans du « consensus par unanimité » et ceux du « consensus par majorité simple », mais au-delà des divergences ponctuelles, c'est une véritable expérience démocratique qui prend corps sur la place.

Quelques règles de fonctionnement, peu nombreuses, régissent la vie du campement. L'une d'entre elles, qui se fait respecter avec beaucoup d'insistance, veut que l'on vienne ici à titre strictement individuel, et non comme représentant ou membre d'une organisation, d'un parti ou d'un syndicat. « Nous ne sommes ni de gauche ni de droite, nous sommes ceux d'en bas et nous allons chercher ceux d'en haut », insiste une des phrases les plus reprises en ce mois de mai. La place a la capacité d'accueillir tout un chacun, et il s'y crée un mode de vie en commun basé sur le civisme, l'éducation et la propreté. Pour éviter les problèmes avec la police, on conseille de ne pas boire d'alcool et on balaye la place sans arrêt. Le pacifisme est un autre des piliers du mouvement,

comme le montre cette anecdote racontée par Amador Fernández-Savater, un des intellectuels qui a porté le plus d'attention au 15-Mai :

« Aux petites heures du jour, un type n'arrête pas de déranger un groupe de redskins qui dorment sur la place. Pendant une, deux, trois heures. À la fin, les redskins s'approchent de la commission du respect et leur demandent : "Nous, on sait résoudre ce genre de problème d'une seule manière, aidez-nous à en trouver une autre." »²

Les campements simultanés des différentes villes espagnoles (Madrid, Barcelone, Séville, Valence, Cordoue, Saragosse, etc.) sont connectés entre eux à travers des pages web comme tomalaplaza.net et surtout par les réseaux sociaux, dont l'usage s'intensifie pendant cette période. Comme cela était déjà arrivé avec d'autres mouvements de contestation sociale, l'usage des réseaux comme dispositifs de propagation de l'information permet à la fois de se passer de discours officiel et de rompre l'isolement dans lequel beaucoup se trouvaient. Twitter est un réseau clé dans le processus de construction et d'expansion du mouvement. Au-delà de hashtags comme *#spanishrevolution* ou *#acampadasol* qui sont devenus des *trendings topics* mondiaux, son utilisation a été variée. Un message typique de Twitter dit par exemple : « On a besoin de deux douzaines d'œufs pour le repas de ce soir » – et, sans que l'on sache comment, voilà les deux douzaines d'œufs sur place.

Le vendredi 20 mai se produit un nouveau coup de théâtre. La *Junta electoral* (commission électorale), l'organisme d'État chargé des élections, déclare le campement illégal sous prétexte de « jour de réflexion » (veille des élections) et interdit toute manifestation le samedi 21 et le dimanche 22 mai, ce qui provoque une énorme colère sur la place. À Madrid, des messages – diffusés

2. Amador Fernández-Savater, « Apuntes de acampadasol (5) », blog « Fuera lugar », publico.es, 26 mai 2011 [4].

Podemos, la politique en mouvement

notamment par les haut-parleurs dans les couloirs du métro – en viennent à sommer la population de ne pas se rendre à la manifestation [5]. La réponse fulminante de la ville ne se fait pas attendre : à minuit, la Puerta del Sol est noire de monde, pour mettre en scène un « cri silencieux » de protestation, puis pour clamer : « Maintenant, nous sommes tous illégaux ! » Le samedi, la place ne désemplit pas, et on peut y lire des pancartes ironiques telles que « Le peuple déclare la *Junta electoral* illégale : ceci est de la réflexion » ou « Je suis en train de réfléchir ».

La journée du dimanche se passe sans incident. Malgré l'écrasante victoire électorale du PP, le campement reste imperturbable. « Quelle importance que ce soit ceux-ci ou ceux-là qui gagnent, ils ne nous représentent pas », observent de nombreux manifestants. Quelques jours plus tard, les indignés portent ce slogan devant les portes des municipalités, pour une grande *cacerolada*³ à l'occasion de l'investiture des nouveaux élus [6,7]. Ce qui est certain, c'est que la fatigue commence à se faire sentir sur les plus de deux cents campements apparus dans tout le pays, sous une forte chaleur. On commence à se demander jusqu'où doit aller le mouvement, et finalement, le 12 juin, le campement de la Puerta del Sol est levé, avec cette formule : « Nous ne partons pas, nous nous propageons. » Deux semaines plus tard, le campement de Barcelone est évacué. Les assemblées se déplacent alors dans les quartiers, tandis que de nombreux participants rejoignent d'autres mouvements citoyens⁴.

3. Littéralement « casserolade ». Cette pratique, importée d'Argentine, consiste à faire le maximum de bruit dans la rue en tapant sur des casseroles.

4. Dans certaines villes d'autres pays, des assemblées au mode de fonctionnement similaire à celui des places espagnoles voient aussi le jour. À Paris, l'épicentre des activités des « indignés » se trouve d'abord sur les marches de l'opéra Bastille et boulevard Richard-Lenoir de mai à juin 2011, puis à La Défense, parvenant à réunir plusieurs centaines de personnes lors des premières

Selon une enquête d'Ipsos Public Affairs [10], environ un million de personnes ont déclaré avoir participé de manière intense au 15-Mai, prenant part à de nombreuses activités du mouvement. De plus, entre six et huit millions d'Espagnols affirment avoir eu un contact direct avec le mouvement, en visitant les campements ou en participant aux manifestations qui eurent lieu entre mai et juin 2011 [11].

Pourquoi un mouvement social de cette envergure a-t-il surgi en Espagne à ce moment précis ? Il convient de rappeler que 2011 est une année de contestation sur le plan mondial. Le magazine *Time* choisit comme personnalité de l'année « le manifestant » [12]. Les grèves générales en Grèce, la crise islandaise, et surtout les printemps arabes font partie du cadre symbolique dans lequel évoluent les indignés espagnols⁵. De fait, au centre du campement de la Puerta del Sol flotte un drapeau égyptien, et les indignés ont présent à l'esprit l'usage novateur des réseaux sociaux porté à la connaissance du grand public par les révolutions égyptienne et tunisienne. La *Geração à rasca* (« génération précaire ») portugaise et les manifestations des étudiants chiliens (héritiers de la révolution des Pingouins) se déroulent également au même moment que le mouvement du 15-Mai.

assemblées. Malgré une présence tout à fait modeste, le mouvement est sévèrement réprimé par la police, qui empêche la tenue de campements. En juin 2011, la police arrête ainsi plus de cent vingt personnes, en une seule soirée, pour avoir essayé de participer à une assemblée spontanée sur le parvis de Notre-Dame [8,9].

5. Sur l'usage du terme « indigné », signalons que le mouvement du 15-Mai et le livre de Stéphane Hessel *Indignez-vous!* ne font que partager le climat de malaise social et de contestation qui règne à l'échelle mondiale en 2011. On ne peut en aucun cas considérer le message de Stéphane Hessel comme une source d'inspiration de la contestation sur les places publiques espagnoles, étant donné qu'avant le 15 mai 2011, le livre était à peine connu en Espagne (il venait de sortir le 11 avril de la même année). Le terme « indigné » a été introduit *a posteriori* par la presse. En Espagne, le mouvement est connu et désigné comme le 15-M.

Podemos, la politique en mouvement

Mais pour tenter de donner une explication au fait qu'un mouvement de ce type soit apparu en Espagne à ce moment-là, et non en France, en Allemagne ou en Italie, il faut avant tout comprendre la spécificité de la situation espagnole. Nous nous en tiendrons à examiner, dans les pages qui suivent, quatre enjeux en étroite relation. En premier lieu, les années antérieures au 15-Mai ont vu la population espagnole commencer à remettre en cause une série de consensus politiques issus de la transition démocratique qui suivit la mort de Franco (l'ensemble de ces consensus et les structures économiques et sociales qui se cristallisent en Espagne à cette période sont connus sous le nom de « régime de la Transition »). En second lieu, on ne peut comprendre le mouvement du 15-Mai sans se référer à toute une série de protestations et de mouvements sociaux antérieurs, qui voient le jour en marge des partis politiques et des syndicats traditionnels. Le troisième élément, crucial, est la crise économique qui éclate en 2008 en Espagne avec une violence particulière. Enfin, parallèlement à la crise économique, une série de scandales de corruption de grande envergure est dévoilée et provoque une réaction de fort rejet de la population vis-à-vis de la classe politique.

Le régime de la Transition

Rappelons le récit historico-politique dans lequel se reconnaît la société espagnole à partir des années 1980 : celui de la transition démocratique espagnole, ou comment l'Espagne est passée du statut de dictature réactionnaire à celui de démocratie européenne moderne. Nous établissons ici un résumé de ce récit :

À la mort de Franco, en 1975, le risque d'une nouvelle guerre civile ou d'un coup d'État est réel. Après plus de trente ans de dictature, la tension entre « les deux Espagne » (fasciste et républicaine) est susceptible de devenir